Des cartes pour un atlas : pour une approche de la main-d'œuvre agricole en Ile-de-France et dans le proche Bassin parisien

Martine Berger et Thierry Saint-Gérard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/1139>

DOI : 10.4000/strates.1139

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1993

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Martine Berger et Thierry Saint-Gérard, « Des cartes pour un atlas : pour une approche de la main-d'œuvre agricole en Ile-de-France et dans le proche Bassin parisien », *Strates* [En ligne], 7 | 1993, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/1139> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.1139>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Des cartes pour un atlas : pour une approche de la main-d'œuvre agricole en Ile-de-France et dans le proche Bassin parisien

Martine Berger et Thierry Saint-Gérard

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ces cartes ont été réalisées, avec la participation d'étudiants du DESS de Cartographie de Paris I, en vue d'un Atlas de l'Ile-de-France agricole et rurale, auquel collaborent STRATES et le Laboratoire de Géographie Rurale de Paris X.

- 1 L'image classique de l'Ile-de-France est celle d'un espace où une société agricole très minoritaire -moins de 1 % de la population régionale en 1990¹, à peine 7 % de celle des communes rurales-, mais dont le travail est très productif - 2.6 % de la valeur des livraisons agricoles nationales réalisées par 1.4 % des UTA² -, est décimée par l'urbanisation. Disparition d'unités de production, face à la concurrence des usages urbains du sol, et forte attraction d'un marché du travail non agricole aux rémunérations plus élevées, expliquent le recul rapide de la main-d'œuvre des exploitations, en particulier la contraction spectaculaire du salariat, traditionnellement important en Ile-de-France tant en grande culture que dans les exploitations spécialisées. Mais si le nombre d'UTA salariées a chuté de moitié depuis 1970, la diminution affecte aussi la population active familiale.
- 2 Dans quelle mesure -et dans quel rayon- la proximité d'une très grande agglomération infléchit-elle les formes de mobilisation de la main-d'œuvre agricole, familiale et salariée, du fait en particulier de la concurrence du marché du travail urbain ? Les conditions sont sans doute différentes pour la ceinture d'exploitations spécialisées, aux systèmes très intensifs en travail, qui doivent faire face à une double concurrence -

progression du front urbain et élargissement de l'aire d'approvisionnement de la capitale en produits frais - et dont le processus de déplacement semble s'épuiser³, et pour les régions de grande culture céréalière très mécanisée, où la charge de travail à l'hectare a été très sensiblement réduite par la simplification des systèmes de culture⁴. Comparée au proche Bassin parisien⁵, l'Ile-de-France se distingue-t-elle par des structures particulières de sa main-d'œuvre agricole, qu'il s'agisse de la part relative du travail familial et des salariés, ou de celle de l'activité à temps complet ou partiel ? Pris globalement, le Bassin parisien, aux structures d'exploitation précocement concentrées et aux ateliers bien équipés, fait figure de région où la double activité est rare⁶, et où les conjoints et autres membres de la famille participent largement au marché du travail non agricole⁷. Au centre de la région, la proximité d'une grande agglomération offrant de nombreux emplois génère-t-elle des formes de double activité, ou conduit-elle à une forte spécialisation de la main-d'œuvre agricole, avec une séparation croissante, au sein des familles d'exploitants, entre ceux qui travaillent à la ferme et ceux qui ne participent pas aux travaux des champs ? Telles sont les questions auxquelles les cartes présentées ici proposent de premiers éléments de réponse.

- 3 Elles ont été réalisées à deux échelles : celle des petites régions agricoles du proche Bassin parisien ; celle des cantons de l'Ile-de-France⁸. La main-d'œuvre y est décrite en termes d'UTA (familiaux, salariés permanents et saisonniers, entreprises de travaux agricoles) et en termes d'actifs des ménages agricoles, travaillant ou non sur l'exploitation, à temps plein ou à temps partiel. On a observé l'évolution au cours de deux décennies, qui ont connu à la fois une forte progression des usages non agricoles du sol (grandes infrastructures, nouveaux lotissements ou mitage de l'espace rural), une rapide augmentation des emplois tertiaires salariés favorisant l'entrée sur le marché du travail des femmes et des jeunes, et une conjoncture très favorable à l'expansion de la grande céréaliculture mécanisée, protégée par le haut niveau des prix garantis encourageant l'augmentation des superficies et des rendements.
- 4 L'évolution des unités spatiales - petites régions ou cantons - au cours des vingt dernières années peut être repérée en regroupant, dans une même typologie, les situations aux trois moments⁹. Les profils des types sont présentés dans les tableaux 1, 2 et 3, l'évolution d'ensemble de la main-d'œuvre agricole dans les deux dernières décennies dans le tableau 4. Les translations d'un type à un autre mesurent l'intensité du changement, sans faire la part, dans cette première analyse, de ce qui relève d'une tendance d'ensemble et d'évolutions locales spécifiques. Pour une bonne lisibilité des structures spatiales, on a effectué un choix raisonné de couleurs, représentant chaque type par une teinte qui résulte de la combinaison de valeurs ou de couleurs en fonction du profil de la classe. Ainsi, les types où domine le travail familial sont représentés dans une gamme qui va du rouge au jaune, ceux où les salariés permanents sont surreprésentés dans les verts, les saisonniers, dans les bleus. De même, le travail à temps complet est figuré dans les rouges, les actifs à temps partiel dans les bleus.
- 5 L'ensemble des cartes proposées ici met en évidence à la fois l'existence de structures spatiales fortes et des types d'évolution des régions ou des cantons. L'Ile-de-France demeure, au coeur du Bassin parisien, un espace où les salariés agricoles sont nombreux : ils représentent encore, en 1988, 37 % des UTA (contre 46 % en 1970). Cependant, dans un contexte de forte concurrence des emplois urbains, le renchérissement de la main-d'œuvre salariée a conduit à un renforcement de la part du travail familial, en grande culture comme dans les exploitations spécialisées. Mais, dans

un marché du travail de plus en plus unifié où les actifs effectuent souvent de longs trajets vers leurs lieux d'emploi, le transfert du salariat au travail familial n'est pas sensiblement plus important à proximité même de l'agglomération. Tant dans l'ensemble du Bassin parisien qu'en Ile-de-France, on est loin d'un dispositif strictement concentrique traduisant un gradient de distance à la ville. Interviennent aussi les charges et le calendrier de travail liés aux cultures pratiquées, ainsi que la dimension des exploitations. Le salariat se maintient mieux dans les exploitations en cultures spéciales très intensives de la Ceinture de Paris¹⁰, alors que la part du travail familial se renforce sensiblement dans les cantons les plus périphériques de l'Ile-de-France. De même, la part des salariés reste plus forte en Soissonnais, Laonnois, Brie française ou Brie centrale - où les exploitations sont plus vastes, la sole betteravière plus importante - qu'en Beauce, où triomphent des systèmes céréaliers simplifiés dans des structures d'exploitation souvent moins concentrées.

- 6 Si l'effectif des salariés fléchit sensiblement, bien que de manière inégale, devant le renchérissement de la main-d'œuvre, les formes de mobilisation des actifs familiaux se transforment aussi. On observe ainsi, au coeur de la région, une utilisation de plus en plus sélective, mais aussi plus « intensive », du travail familial. Deux chefs d'exploitation sur trois (68 %) sont occupés à temps complet en Ile-de-France contre un sur deux (53 %) dans le reste du Bassin parisien. Moins souvent actifs sur l'exploitation, les conjoints et les autres membres de la famille y sont plus souvent occupés à temps complet. On observe donc une « professionnalisation » croissante du travail agricole, qui doit être rapportée à l'offre d'emplois non agricoles à proximité, mais aussi à la rentabilité élevée des exploitations au centre du Bassin parisien. Cette évolution, très sensible dans les années 1970, semble se ralentir dans les années 1980, allant de pair avec un renforcement du contraste entre l'Ile-de-France et certaines régions périphériques. On peut faire l'hypothèse qu'en région parisienne des coûts fonciers élevés et une forte demande de terrains à bâtir précipitent la disparition des exploitations les plus fragiles. Seuls se maintiennent les ateliers utilisant au mieux la main-d'œuvre familiale.
- 7 La spécificité francilienne s'exprime donc bien au-delà de la Ceinture de Paris, où les usages agricoles sont directement concurrencés par l'extension de l'agglomération¹¹. Partout, en région parisienne, la proximité d'un grand marché de l'emploi urbain pèse sur les formes de mobilisation de la main-d'œuvre agricole. Si celle-ci, comme d'ailleurs le nombre d'exploitations, y diminue plus vite que dans le reste du Bassin parisien¹², la proportion très élevée d'actifs familiaux à temps complet en Ile-de-France témoigne de la vitalité d'une agriculture à laquelle l'importance du fermage et des cultures annuelles confère une grande capacité d'adaptation. Dans une région où la présence de la grande ville a précocement induit une spécialisation des systèmes et/ou une concentration des structures ainsi qu'une réduction du sous-emploi agricole, les effets de la proximité urbaine sur l'évolution récente de la main-d'œuvre des exploitations sont donc loin d'être univoques¹³. A l'intérieur de l'Ile-de-France, la distance à la ville semble peu jouer, dans un espace où les déplacements quotidiens de travail sont particulièrement amples, et où le desserrement périphérique des emplois s'accélère. Les différences d'évolution observées entre la région parisienne et les espaces du proche Bassin parisien mériteraient d'être approfondies. Elles renvoient sans doute à plusieurs types de fonctionnement et d'évolution des systèmes de grande culture, et à

des modalités différentes de reproduction des sociétés agricoles et de leur insertion dans les marchés régionaux du travail.

NOTES

1. 0.3 % des actifs régionaux, 0.5 % de la population des ménages au recensement de population de 1990.
2. UTA : Unité de Travail Annuel. Une UTA équivaut au travail d'une personne occupée à temps complet à des travaux agricoles pendant une année.
3. Cf. M. PHILIPPONNEAU, 1956, *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Paris, A. Colin, 593 p.
4. Cf. J-P. CHARVET, 1985, *Les greniers du monde*, Paris, Economica, 368 p.
5. Qu'on a limité ici à l'ensemble des régions agricoles où dominent les exploitations de grande culture (OTEX 11 et 12), à l'exception de quelques enclaves.
6. Cf. A. BRUN, M-C BERNARD, 1989, « La pluriactivité », in *Le Grand atlas de la France rurale*, Paris, J-P. de Monza, pp. 154-157.
7. Cf. M. BLANC, *La structure de l'emploi agricole*, *ibid.*, pp. 148-149.
8. On a procédé à des regroupements lorsque l'effectif des exploitations recensées dans un canton était trop faible pour que cela soit significatif. Les résultats des trois derniers recensements agricoles (1970, 1979, 1988) ont été restitués, à partir des fichiers ARISTIDE du SCEES au niveau de l'exploitation, dans les limites cantonales de 1988 et dans la définition des UTA à cette même date. Nous remercions vivement Messieurs FOURNIER et ROUCHON, ainsi que Madame ANTREASSIAN (DRAF Ile-de-France) de toute l'aide qu'ils nous ont apportée.
9. Il s'agit de classifications ascendantes hiérarchiques réalisées en métrique du Chi 2 à partir de tableaux de contingence (effectifs, en valeur absolue, des différentes catégories de main-d'œuvre) aux trois dates. On constitue des tableaux d'états en superposant 3 tableaux de contingence (1970, 1979, 1988) correspondant à 3 séries des mêmes individus (régions ou cantons) pris - en lignes - à ces 3 dates et décrits - en colonnes - par les mêmes variables.
10. Cf. « Salaires et main-d'œuvre salariée en 1991 en Ile-de-France », *Bulletin de Statistique Agricole*, 1992-1, DRSA Ile-de-France, pp. 59-66.
11. La Ceinture de Paris a contribué à la moitié des disparitions d'exploitations et au quart de la réduction des superficies agricoles depuis 1970.
12. Une exploitation agricole sur trois a disparu en Ile-de-France en vingt ans, contre une sur cinq dans le reste du Bassin parisien. On a enregistré, entre 1970 et 1988, une baisse de 43 % des UTA en Ile-de-France, de 33 % dans le Bassin parisien.
- 13.. Cf. M. BERGER, 1992, « Population agricole et société rurale en Ile-de-France », *Géographie sociale*, 12, pp. 115-122.

RÉSUMÉS

Dans quelle mesure l'agriculture francilienne est-elle infléchie par la proximité d'une métropole qui est à la fois un grand marché de consommation et un bassin d'emploi très attractif ? Cette question est abordée à travers l'analyse de la participation de la main-d'œuvre familiale et salariée au travail sur les exploitations et de son évolution au cours des deux dernières décennies, en particulier en comparant la région parisienne aux autres espaces de grande culture du proche Bassin parisien.

Agricultural manpower in the Ile-de-France region and nearby Bassin Parisien.

To what extent is the slight shift noticed in the francilian agriculture due to the proximity of a metropolis, which is both a great consumer market and a very attractive employment basin ? The question induces to analyse the evolution, over the last two decades, of the population of familial or salaried workers taking part in farming activities, and particularly to compare the Ile-de-France region to other areas of large-scale farming in the nearby Bassin Parisien.

INDEX

Mots-clés : main-d'œuvre, Ile-de-France, œuvre agricole, Analyse multivariée, Cartographie thématique

Keywords : Bassin parisien, agricultural manpower, Thematic cartography, Cluster analysis

AUTEURS

MARTINE BERGER

Maître de conférences à l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, elle travaille sur les espaces périurbains en Ile-de-France, en particulier sur les relations entre évolution du parc de logements et division sociale de l'espace. En collaboration avec Catherine RHEIN, elle a réalisé pour le Secrétariat Permanent du Plan Urbain et la DATAR, un bilan des recherches sur la région parisienne (*L'Ile-de-France et la recherche urbaine*, STRATES-SPPU-DATAR, 2 t, 1992).

THIERRY SAINT-GÉRAND

Maître de conférences à l'Université de Paris I, il travaille sur la modélisation de l'information géographique et son traitement par cartographie assistée par ordinateur, systèmes d'information et sémiologie infographique. Son champ de recherche porte sur les systèmes d'information biogéographiques, le traitement des changements d'échelle et l'utilisation de la cartographie comme méthode de recherche sur les formes, facteurs et dynamiques de répartition des objets spatiaux.